



**DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE  
ARRONDISSEMENT DE FONTAINEBLEAU  
CANTON DE NEMOURS  
\*\*\*\*\*  
COMMUNE DE FAY – LES – NEMOURS**

**ARRETE MUNICIPAL N° 3 – 2026**

**ARRETE DE POLICE DE CIRCULATION :  
RUE DES ROCHES EN VUE D'EFFECTUER UN PETIT CAROTTAGE  
AVANT TRAVAUX POUR L'ANALYSE AMIANTE/HAP  
UNIQUEMENT SUR LES ENROBES –  
CHANTIER MOBILE DE RAPIDE INTERVENTION PAS DE GENE DE  
STATIONNEMENT OU DE CIRCULATION**

**Le Maire de la Commune de Fay – lès – Nemours,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L.2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire en matière de circulation et de stationnement,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

**CONSIDERANT** la demande formulée par **Madame FERIAUD DA/DPV Catherine (09.74.36.03.92)** représentant l'entreprise **DOMOBAT Chez SIG IMAGE – Tech Izarbel – 2 Allée Théodore Monod 64210 BIDART**, sollicitant l'autorisation d'effectuer, Rue des Roches 77167 Fay-Lès-Nemours, un petit carottage avant travaux pour l'analyse Amiante/HAP, uniquement sur les enrobés sachant que le chantier est mobile et de rapide intervention et n'occasionne pas de gêne de stationnement ou de circulation,

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup> :**

A compter du 08/01/2026 et pour une durée d'environ 15 jours l'entreprise **DOMOBAT** chez **SIG IMAGE – Tech Izarbel – 2 Allée Théodore Monod 64210 BIDART** est autorisée à effectuer, Rue des Roches 77167 FAY-LES-NEMOURS, un petit carottage avant des travaux pour analyser l'amiante/HAP, uniquement sur les enrobés. Le chantier sera mobile, de rapide intervention et n'occasionne pas de gêne de stationnement ou de circulation.

**Article 2 :**

La fourniture, la mise en place, l'entretien des panneaux de signalisation correspondant à la réglementation édictée par les articles premier et 2 incomberont à l'entreprise, dans le délai réglementaire. L'entreprise sera responsable de tout incident qui pourrait survenir du fait (ou à cause) des travaux ou d'une signalisation défectueuse. En aucun cas la responsabilité de la Commune ne pourra être engagée.

**Article 3 :**

**Madame FERIAUD DA/DPV Catherine (09.74.36.03.92)** représentant l'entreprise **DOMOBAT Chez SIG IMAGE – Tech Izarbel – 2 Allée Théodore Monod 64210 BIDART**, sera chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Sont destinataires pour information :**

- **M. le Chef de l'Agence Routière Territoriale du Sud-Ouest de Moret sur loing/ Veneux – les – Sablons**, 9 rue du Bois Prieur, Veneux – les – Sablons 77250 Moret sur Loing.
- **M. le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Château – Landon**, 3 Rue André Gauquelin 77570 CHATEAU LANDON,

- **M. le Commandant de Brigade du Service d'Incendie et de Secours de Nemours**, 27 Rue d'Egreville 77 140 NEMOURS,
- **Mme la Présidente du Syndicat Intercommunal de Transports du Sud Seine – et – Marne**, 41 Quai Victor Hugo 77140 NEMOURS,
- **M. le Président du Syndicat Mixte pour l'enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères de la Vallée du Loing**, Z.A. du Port, 13 rue des Etangs, 77140 ST PIERRE LES NEMOURS,
- **M. le Directeur de l'entreprise COVED (Collectes Valorisation Energie Déchets)**, 15 Chemin de la Planche 77140 ST PIERRE LES NEMOURS,

Pour extrait conforme en Mairie, le 08/01/2026

**Le Maire,  
Christian PEUTOT**



Publié et affiché le

**Le Maire,**

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe qu'en application des dispositions du décret n°65-25 du 11 janvier 1965 modifié, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de 2 mois, à compter de la présente notification.
- Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)
- Conformément aux termes de l'article R.241-7 du Code de justice administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance respectivement de un et deux mois pour saisir le Tribunal.
- Acte rendu exécutoire (art 2 de la loi du 02/03/1982 modifié).